



Luxembourg, le 30 OCT. 2024

SIAS

Monsieur Tom Dall'Armellina
5, rue de Neuhausgen
L-2633 SENNINGERBERG

N/Réf.: 2024-001097

Réf. MyGuichet: 2024-A136-R487

Le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, ci-après « loi modifiée du 18 juillet 2018 » et ses règlements d'exécution modifiés du 1^{er} août 2018 ;

Considérant la demande et les annexes du 18 juin 2024 versées par Monsieur Tom Dall'Armellina de la société « SIAS » aux fins d'obtenir l'autorisation pour la construction d'une tour de biodiversité pour insectes sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de Schengen, section RB de Schengen, sous le numéro 2158/6778,

Arrête :

Conditions

- Article 1.-** La tour de biodiversité est érigée sur un terrain inscrit au cadastre de la commune de Schengen, section RB de Schengen, sous le numéro 2158/6778, conformément à la demande et aux documents soumis, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent document.
- Article 2.-** L'emplacement exact est déterminé en concertation avec le préposé de la nature et des forêts (Triage de Schengen, tél : 621 202 112).
- Article 3.-** La tour ne dépasse pas les dimensions de 3 x 1 x 1 m et les ancrages sont réalisés conformément aux plans soumis.
- Article 4.-** La toiture de la tour est réalisée en toiture végétalisée.
- Article 5.-** La bande de travail est réduite au minimum.

Article 6.- Aucun biotope protégé ou habitat visé par l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 et de son règlement d'exécution modifié du 1er août 2018 n'est réduit, détruit ou détérioré aussi bien dans la partie aérienne que souterraine.

Article 7.- Toutes les mesures doivent être prises afin d'éviter une pollution de l'air, du sol et de l'eau.

Article 8.- L'application de couleurs criardes et de matériaux reluisants sont interdits.

Informations

La présente est accordée sans préjudice d'autres autorisations et du droit de superficie éventuellement requis.

En vertu de l'article 60, paragraphe 2, dernier alinéa, de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, l'autorisation est à afficher aux abords du chantier pendant 3 mois dès réception de la présente.

Recours

Contre la présente décision, un recours peut être introduit auprès du Tribunal administratif statuant comme juge du fond. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la Cour dans un délai de trois mois à partir de la notification de la présente décision.

Dans le délai précité, un recours gracieux peut être introduit par écrit auprès du Service autorisations de l'Administration de la nature et des forêts. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation auprès du Médiateur – Ombudsman peut également être introduite. A noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité



Marianne Mousel
Premier Conseiller de Gouvernement

Copies pour information :

- Arrondissement EST
- Administration communale de SCHENGEN